

## 2009-2012 : vers une nouvelle politique étrangère américaine ? Ce qui va changer pour l'Europe

Compte-rendu de la Rencontre de l'Institut Thomas More France du 18 mars 2008, Paris  
Avec les interventions de **Leo G. MICHEL**, **Louis GISCARD d'ESTAING** et  
**Jean-Sylvestre MONGRENIER**



Le 18 mars 2008, l'Institut Thomas More France accueillait Leo G. MICHEL, Senior Research Fellow à l'Institute for National Strategic Studies de la National Defense University (Etats-Unis), Louis GISCARD d'ESTAING, député (UMP) du Puy-de-Dôme, vice-Président de la Commission des Finances, Président du Groupe d'amitié France-Etats-Unis et Jean-Sylvestre MONGRENIER, chercheur associé à l'Institut Thomas More, chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII).

A l'occasion de l'élection présidentielle américaine, il convient pour les Européens de s'interroger sur les conséquences à prévoir pour la relation transatlantique. Obama ? Clinton ? Mac Cain ? Si aucune révolution n'est sans doute à attendre du futur président en matière de politique étrangère, sur quelles inflexions dans le discours et dans les actes, sur quels changements de ton les Européens peuvent-ils compter après huit années de la présidence Bush ?

Transformation de l'OTAN, borborygmes afghans, relations malaisées avec la Russie, lutte contre le terrorisme international, Politique européenne de sécurité et de défense (PESD), mais peut-être aussi remous africains, ambitions chinoises et poudrière moyen-orientale : les dossiers ne manquent pas sur lesquels Européens et Américains devront rénover leur relation et chercher des solutions communes, dans leur intérêt et dans celui de l'équilibre du monde.

Le présent compte-rendu a été réalisé par l'Institut Thomas More et n'engage pas la responsabilité des intervenants.

# 1 Intervention de Leo G. MICHEL<sup>1</sup>



Dans le cadre de la campagne présidentielle aux Etats-Unis, on évoque souvent le thème du « changement ». Et il y aura certes des changements, quelque soit le résultat des élections en novembre. Mais il y aura surtout un contexte stratégique qui imposera ses contraintes à la nouvelle équipe et qui pourrait la convaincre, qu'elle soit démocrate ou républicaine, de poursuivre certains changements positifs déjà mis en marche par l'administration sortante.

## Des réalités irakienne et afghane qui s'imposent

Il faut être honnête : l'Irak représente l'épreuve la plus difficile pour la stratégie, la puissance et l'influence des Etats-Unis dans le monde depuis la guerre au Vietnam – la situation en Afghanistan, tout en étant assez différente, nous préoccupe également. Ce n'est pas une coïncidence si notre chef d'Etat-major des armées, l'Amiral Mullen, a déclaré dès son arrivée à son poste en octobre dernier que sa priorité numéro 1 serait de développer une stratégie de gestion de la présence militaire américaine au Moyen-Orient pouvant faire face à nos adversaires tout en rassurant nos alliés et nos amis.

Dans quelques semaines, le général Petraeus, commandant de la force multinationale en Irak, transmettra avec l'ambassadeur Crocker une nouvelle évaluation de la situation sur le terrain à la Maison blanche et au Congrès. Sans préjuger le contenu du rapport, nos leaders militaires, soutenus par des experts sérieux dont certains avaient été assez critiques à l'égard de l'administration, constatent une amélioration de la situation sécuritaire depuis le renforcement de nos troupes l'année dernière. Cela dit, personne ne sous-estime la résilience d'Al-Qaeda ou l'impact des luttes entre Chiites et Sunnites, et à l'intérieure des deux communautés, pour le pouvoir et les ressources pétrolières.

Quant à notre présence militaire, on envisage une réduction d'ici la fin du mois de juillet 2008 de 18 à 15 brigades pour arriver à une force de 140 000 hommes, avant de prendre une « pause » d'une durée incertaine. Je signale qu'en même temps, nous serons en train d'accroître notre présence en Afghanistan de 3 200 Marines pour arriver à 31 000 soldats américains sur le terrain, dont 18 000 dans la FIAS commandée par l'Otan.

Quoi qu'il arrive d'ici la fin du mandat du président Bush en janvier 2009, l'Irak, l'Afghanistan et leurs conséquences seront un sujet de préoccupation pour son successeur et ces réalités limiteront ses options pendant les années à venir. Cela dit, il sera extrêmement difficile de maintenir encore longtemps 140 000 soldats en Irak, étant donné la situation réelle de nos forces terrestres – telle qu'elle a été récemment détaillée par l'Amiral Mullen et le Général Casey, chef d'Etat-major de l'armée de terre. En effet, le déploiement de nos soldats en Irak et en Afghanistan dure 15 mois ; après quoi ils reviennent 15 mois au pays pour la remise en état de leur équipement et l'entraînement – pour les Marines, leurs déploiements durent 7 mois suivis de 7 mois de récupération. Beaucoup d'entre eux – qui sont tous des volontaires – vont bientôt faire leur quatrième ou cinquième rotation depuis 2001

<sup>1</sup> Leo Michel s'exprime à titre personnel. Ses propos n'engagent pas les institutions pour lesquelles il travaille.

dans ces zones de combat, avec des stress importants sur eux-mêmes, sur leurs familles, mais aussi sur les standards du recrutement.

A ces contraintes s'ajoutent celles liées à la remise en état de nos forces, à l'accroissement de leur effectif dans les cinq ans à venir (l'armée de terre doit par exemple passer de 518 000 à 547 000 hommes en 2010), et aux soins médicaux et sociaux dispensés aux vétérans : tout cela va nécessiter un effort financier considérable.

## Révision stratégique et conflits du futur

Le second point que je voudrais aborder est le suivant : on doit faire attention aux comparaisons trop simplistes avec la guerre du Vietnam. De telles comparaisons ne sont pas pertinentes pour anticiper les éventuelles retombées d'un retrait des troupes d'Irak. Pour le dire clairement, je ne crois pas que les Etats-Unis puissent abandonner ses intérêts vitaux au Moyen Orient. On ne peut tout simplement pas se tenir à l'écart d'une éventuelle catastrophe humanitaire en Irak, ou tourner le dos aux menaces d'Al-Qaeda et ses sympathisants, ou d'un Iran qui poursuit un programme nucléaire inquiétant et développe des missiles balistiques plus performants. Cela dit, la future administration sera, je crois, plus réticente à s'engager militairement dans la région pour effectuer un « changement de régime » dans tel ou tel pays.

On dit parfois qu'après l'Irak – comme cela a été le cas après le Vietnam –, les militaires reviendront tellement traumatisés par la guerre dite « anti-insurrectionnelle » et les opérations dites « de stabilisation » qu'ils souhaiteront se concentrer sur les modèles de guerres à haute intensité face à des adversaires conventionnels. Or, je constate qu'un important pourcentage de jeunes officiers reviennent d'Irak et d'Afghanistan convaincus que ces conflits reflètent, qu'on le veuille ou non, les caractéristiques des futurs conflits. L'armée de terre vient de publier sa première grande révision de doctrine opérationnelle depuis 2001, et son contenu me fait croire que les leçons difficiles de ces conflits en terme de l'emploi des forces, d'équipement, de formation, et de renseignements – auxquels j'ajouterai la nécessité d'un leadership militaire franc et novateur – seront retenues.

En parlant des « conflits persistants » du futur, le Général Casey pense à des conflits complexes – souvent dans des zones urbaines – liés aux retombées négatives de la globalisation, à la prolifération des technologies utiles et maniables pour des réseaux terroristes, et à l'existence des sanctuaires dans des états déliquescents et des espaces « faillis ». Il cite la guerre entre l'Israël et le Hezbollah en 2006 comme un exemple de tel conflit.

Cela dit, je constate dans notre establishment politico-militaire des signes importants d'une prise de conscience sur les limites – je dirai même les désavantages – de l'outil militaire. Depuis novembre dernier, le secrétaire à la Défense Robert Gates dit à haute voix que les conflits actuels nous ont appris que le succès militaire ne suffit pas à gagner la guerre, qu'un succès durable dépendra du développement économique, de la bonne gouvernance, de la lutte contre la corruption, de la provision des services essentiels, et de la formation d'une armée et d'une police composées d'indigènes compétents. Il ne s'arrête d'ailleurs pas là ! Evénement sans précédent, Robert Gates a plaidé en public et devant le Congrès pour une révision fondamentale de notre stratégie d'investissement dans les affaires internationales et pour une augmentation importante des budgets et du personnel au Département d'Etat et dans notre agence d'assistance au développement international. Vous voyez qu'on apprend de nos expériences !

## Chercher des solutions multilatérales aux menaces du 21<sup>e</sup> siècle

Compte tenu de cette prise de conscience au sein du gouvernement, qui rejoint celle qui existait déjà dans une bonne partie de la classe politique, je crois que les Etats-Unis seront de plus en plus motivés à chercher des solutions multilatérales aux menaces du 21<sup>e</sup> siècle. L'Institute for National Strategic Studies, pour lequel je travaille, vient de publier une étude détaillée sur les sept « défis stratégiques » auxquels nous devons faire face dans les années à venir : notamment le terrorisme international, la prolifération des armes et technologies sensibles, et l'évolution des puissances comme la Chine, l'Inde, et la Russie. Très clairement, nos évaluations constatent la nécessité d'établir une coopération internationale large, profonde, et soutenue.

La relation transatlantique en particulier, et malgré les changements survenus depuis la fin de la guerre froide et après le 11 septembre 2001, reste d'une importance critique pour les Etats-Unis. Je ne crois tout d'abord pas que cette réalité fondamentale puisse changer à la suite de réductions et de redéploiement des forces américaines stationnées en Europe. Au contraire, on l'a récemment constaté, je crois qu'il y a un intérêt grandissant de la part des Etats-Unis pour le renforcement de l'OTAN et, en même temps, de l'Union européenne. Et puisque les Etats membres de l'OTAN et de l'Union s'engagent de plus en plus dans des opérations complexes et difficiles, la nécessité de dialogue et de coopération transatlantique, y compris entre ces deux organisations, devient de plus en plus évidente.

Si vous en doutez, je vous conseille de lire le discours du 22 février, tenu ici à Paris, de notre ambassadeur auprès de l'OTAN, Victoria Nuland, dont je ne cite qu'une phrase : « Nous sommes d'accord avec la France. L'Europe, les Etats-Unis, l'OTAN et le monde démocratique ont besoin d'une capacité européenne plus forte en matière de défense » – c'est un message fort que le gouvernement français semble apprécier si j'ai bien compris le sens de la tribune de votre Ministre des Affaires étrangères paru *Le Monde* la semaine dernière...

## La France, l'OTAN, l'Union européenne et les Etats-Unis

Cela nous amène naturellement au sujet de la France et de l'OTAN. La déclaration au sujet de l'OTAN et de la défense européenne faite par le président Sarkozy devant le Congrès lors de son voyage en novembre dernier a été chaleureusement applaudie par les sénateurs, représentants, membres de l'administration et de l'état-major des armées. Mais une question demeure : allons-nous réussir cette fois et éviter la répétition des déceptions qui ont suivi l'expérience de 1996-97 ? Je ne vous étonnerais pas en vous disant que je crois qu'il serait tout à fait opportun pour la France de reprendre une pleine participation dans l'OTAN, et cela pour plusieurs raisons.

Les contributions importantes de la France aux opérations de l'OTAN, sa capacité à assumer des postes de commandant au Kosovo et auprès de la FIAS en Afghanistan, ainsi que ses contributions aux différentes composantes de la « Force de réponse de l'OTAN », sont appréciées par les Américains. On apprécie aussi son expertise régionale, en particulier en Afrique, et sa volonté d'exhorter les autres Européens à tenir leurs promesses en matière d'augmentation de leurs capacités militaires.

Je pense pour autant que la plupart des experts américains ne s'attendent pas forcément à voir une accélération à court terme des efforts de ce genre comme conséquence de la participation accrue de la France au sein des structures de l'Alliance. Cependant, mettre un terme à la position française caractérisée par le Général Bentegeat, ancien chef d'état-major de l'armée française, « d'un pied dedans, un pied dehors » apporterait certainement une aide à l'Alliance à long terme. Une augmentation du nombre d'officiers français au sein de la structure militaire intégrée apporterait aussi

des améliorations dans les domaines du commandement et de la planification. Bref, la transformation de l'Alliance dans son ensemble bénéficierait d'un engagement plus positif et proactif de la France.

A ceux qui maintiennent que la participation actuelle de la France est suffisante pour protéger ses intérêts, j'ai envie de poser la question suivante : cette participation est-elle suffisante pour promouvoir les intérêts collectifs de l'Alliance dont vous faites partie ? Mon expérience à l'OTAN, au Pentagone et depuis, m'a appris à ne pas minimiser la valeur d'une pleine participation aux structures de planification si l'on souhaite influencer le débat stratégique.

A vrai dire, on peut imaginer que la plus forte résistance aux intentions exprimées par le président Sarkozy viendra des Français eux-mêmes et non pas des Etats-Unis ni, à mon avis, des autres alliés. Un commentateur français a déjà averti que cette « réintégration » – qui est le terme employé par ceux qui sont opposés au changement – équivaldrait pour la France à « aller à Canossa ». J'entends souvent qu'un changement du « statut spécifique » de la France dans l'OTAN serait largement perçu comme un « réalignement » sur les Etats-Unis et entraînerait une perte d'influence française dans le domaine de la politique internationale et même la perte d'hypothétiques avantages économiques. De tels arguments me semblent peu convaincants.

D'abord, soyons clairs : pour la France, l'OTAN n'est pas seulement un moyen de coopérer avec les Etats-Unis, mais elle constitue aussi un mécanisme vital de coopération intereuropéenne. De plus, il est difficile d'imaginer que les Talibans ou Al-Qaïda – qui ont été la cible de vos avions de combat et de vos forces spéciales – soient influencés d'une quelconque façon par le profil bas adopté par la France au sein des structures militaires intégrées... Ou que la Russie, l'Iran ou d'autres pays d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine portent une attention particulière au fait que la France, qui déclare faire partie des « meilleurs élèves de l'OTAN », soit absente de son propre fait de deux commissions importantes. Pourtant, la notion selon laquelle le « statut particulier » de la France au sein de l'OTAN servirait de point de ralliement pour ces pays qui souhaitent résister à la soi-disant « hégémonie américaine » est rarement remis en cause par les commentateurs politiques français.

D'un autre côté, de tels arguments pourraient avoir un effet très négatif. Ceux qui persistent à dénigrer le rôle des alliés qui participent pleinement aux structures de l'OTAN pourraient difficilement promouvoir une collaboration avec ces mêmes gouvernements sous les auspices de l'Union européenne. Je sais qu'il s'agit d'un sujet politique sensible, mais je crois qu'il faut parler vrai au public et démonter un par un les mythes qui entravent une évolution pragmatique du rôle de la France dans l'OTAN, et défendre une solution « gagnant gagnant » pour la relation entre l'OTAN et l'Union européenne. Les Etats-Unis, le Canada et les autres alliés européens peuvent et doivent faciliter ce processus par leur ton et leurs actes.

Il ne s'agit pas là de régler de vieilles disputes. Ce qui est en jeu dans ce rapprochement, c'est notre aptitude commune à opérer face à des défis énormes et en constante évolution – depuis l'Afghanistan et le Kosovo et dans certains points chauds en Afrique jusqu'au terrorisme et à la prolifération. Je ne crois pas que cela soit une mission impossible. Peut-être devrions-nous nous inspirer de ce fameux expert sur la relation transatlantique, Mick Jagger, le chanteur des Rolling Stones, qui nous rappelle dans une de ses chansons : « On n'aura pas toujours ce qu'on veut, mais en essayant, on trouve parfois ce dont on a besoin »...

## 2 Intervention de Louis GISCARD d'ESTAING



Je voudrais prendre un peu de recul sur ces questions, et attirer votre attention sur deux ou trois problématiques un peu connexes à celles qui font le cœur de nos échanges de ce matin mais qui, tout étant lié, mérite qu'on les intègre à nos réflexions. Mais avant cela, permettez-moi une anecdote que je crois significative sur ce qui s'est passé ces dernières années aux Etats-Unis, à travers l'évolution des positions américaines sur la question particulièrement sensible du Moyen-Orient.

### Les dégâts de l'administration Bush

En 2004, j'étais vice-président du groupe d'amitié France-Etats-Unis de l'Assemblée nationale. Je fus chargé, avec d'autres membres du groupe, d'une mission parlementaire visant à renouer un peu les liens avec les milieux politiques, notamment nos collègues membres du Congrès, à Washington. Nous allons au Pentagone, au Département d'Etat, au Congrès, etc. Au Pentagone, nous sommes reçus par un haut responsable qui développa devant nous la doctrine ayant cours alors à Washington du *Greater Middle East*. Vous vous souvenez de cette doctrine qui voulait remodeler la carte politique du Moyen-Orient par propagation de la démocratie. Je demande alors à notre interlocuteur à quels pays cela devait s'appliquer et si, par exemple, l'Egypte pourrait être concernée. Il me répond un « oui » franc et massif. Je lui dis alors que si on cherchait à « débarquer » Hosni Moubarak, on ferait inmanquablement le jeu des Frères musulmans. Il me répond que non, que d'autres solutions sont possibles et sont d'ailleurs déjà à l'étude...

Quelques mois plus tard, je me rends au Caire pour le Congrès du Parti National Démocratique Egyptien, le parti d' Hosni Moubarak, où je me trouve assis à côté de l'ambassadeur américain en Egypte. Je lui raconte la conversation que j'avais eue à Washington. Il me répond alors simplement : « J'espère beaucoup que très bientôt ce responsable que vous avez rencontré pourra retourner au secteur privé... d'où il vient » ! Je crois que cet ambassadeur avait une juste perception des dégâts que les responsables de l'administration américaine de l'époque ont causé durablement entre un certain nombre de pays à travers le monde et les Etats-Unis.

Il faut noter néanmoins qu'il y a eu depuis lors des évolutions tout à fait positives, qui doivent permettre désormais une meilleure compréhension mutuelle de la façon d'aborder ces questions.

### Un renforcement des coopérations très souhaitable

Je voudrais maintenant attirer votre attention sur un problème d'ordre économique, celui des relations commerciales et du dollar comme arme commerciale, mais qui n'est pas sans liens avec nos sujets comme le montre, par exemple, la questions des relations entre les industries aéronautiques européennes, le groupe EADS en particulier, et les Etats-Unis. De ce point de vue-là, il faut saluer la décision prise par le Pentagone de signer avec EADS (en partenariat avec Northrop Grumman) pour

son contrat de nouveaux ravitailleurs en vol. Ce contrat est important car il constitue un signal que nous attendions, car si le marché américain était resté durablement fermé aux acteurs européens, on n'aurait pas pu, comme on va le faire, entrer dans un processus de discussion coopérative sur ces sujets.

Quant à la question de l'OTAN elle-même, ça n'est pas seulement un sujet franco-français, ce doit aussi être l'occasion de réfléchir à son rôle et à celui d'autres instances de régulation des situations de crise. En tant que rapporteurs du budget de la Défense à l'Assemblée avec mon collègue Jean-Michel Fourgous, nous sommes allés en Côte d'Ivoire l'automne dernier pour contrôler le dispositif Licorne qui assure aujourd'hui la stabilité et la paix civile dans le pays. On voit bien qu'en Afrique la France continue de jouer un rôle important de stabilisation ou d'interposition, sans que l'OTAN y soit particulièrement associé : ce qui est un regret, car nous autres Français, nous trouvons souvent bien seuls à intervenir. Nous pourrions souhaiter que les membres de l'OTAN se manifestent sur le terrain de façon plus solidaire.

Reste la question du commandement intégré : faut-il que la France y prenne une place entière ? Je répondrai en prenant un exemple : celui de la Turquie. On nous avait expliqué que la Turquie était une armée d'une très grande puissance au sein de l'OTAN, un allié fidèle et qu'elle constituait un vrai facteur de stabilité et d'intérêt pour l'OTAN. Or qu'a-t-on constaté lors de la crise irakienne ? S'il y a bien un pays qui a fait preuve d'une très grande retenue – c'est un euphémisme – à l'égard des choix américains, c'est bien la Turquie ! Elle refusa l'utilisation du sol turc à l'aviation américaine... Tout ça pour dire qu'il faut qu'on ait sur l'engagement de chacun une vraie discussion, avec franchise et pragmatisme. Je crois que la France devra déterminer son retour en fonction des résultats de cette discussion.

## Au risque du dollar

Je voudrais enfin faire une petite réflexion sur le dollar comme arme économique et commerciale, parce que tout est lié, dans le contexte d'une crise économique mondiale. Il faut que nous prenions conscience de ce que cela peut représenter comme facteur de crise entre les deux rives de l'Atlantique. Je note avec intérêt le récent article de Paul GOLDSCHMIDT, publié par l'Institut Thomas More et très justement intitulé « Crise financière : les divergences entre les Etats-Unis et l'UE pourraient compromettre la stabilité financière et menacer la cohésion de l'UE ». Vous savez que je suis le promoteur du concept du billet de 1 euros. Pourquoi cela ? Evidemment pour des raisons de comparaison des parités entre le dollar et l'euro. Nous arrivons, avec une monnaie américaine qui vaut aujourd'hui moins de 0,70 euro, à des écarts franchement dangereux. La question de la régulation des marchés financiers doit également être explorée.

Voilà de nombreux sujets sur lesquels nous devons, entre Américains et Européens, travailler à rapprocher nos points de vues.

### 3 Intervention de Jean-Sylvestre MONGRENIER



Dans son discours aux Ambassadeurs du 27 août 2007, Nicolas Sarkozy a affirmé vouloir conjuguer le retour de la France dans les structures militaires intégrées de l'OTAN et la montée en puissance de la PESD (l'Europe de la Défense). Les enjeux de cette problématique vont bien au-delà de leur dimension institutionnelle et des rivalités entre technostructures. A travers la question de la rénovation de l'OTAN et des solidarités géopolitiques transatlantiques, entre Européens et Américains du Nord, c'est en dernière instance la « question d'Occident » qui est posée.

L'Europe ne peut être pensée indépendamment de l'Occident, moins encore y être opposée, et c'est pour faire face aux défis d'un monde en effervescence que l'alliance entre les Occidentaux de l'Ancien Monde et ceux du Nouveau Monde doit être refondée ; c'est là une entreprise de longue haleine dont l'issue n'est en rien prédéterminée.

#### La France et l'OTAN : ruptures et continuités

La décision annoncée par Nicolas Sarkozy de normaliser les rapports entre la France et l'OTAN est présentée comme une rupture stratégique. Pourtant, une brève mise en perspective historique permet d'inscrire cette décision dans des évolutions de longue durée.

Nombreux sont ceux qui ont en effet oublié le rôle de la diplomatie française dans la fondation de l'Alliance atlantique, le 4 avril 1949. Pour assurer l'engagement physique des troupes américaines en Europe, Paris insiste alors sur les vertus de l'« intégration ». La France est au cœur du dispositif atlantique tant sur le plan politique que militaire. Pourtant, l'incapacité de la France à se faire reconnaître comme troisième « grand » au sein de l'OTAN est la source d'insatisfactions et de frustrations. Il est vrai que l'engagement des ressources militaires sur des théâtres extérieurs (voir les guerres d'Indochine et d'Algérie) ne permet pas aux autorités françaises de déployer en Centre-Europe des moyens à la mesure de leurs ambitions politiques. La crise de Suez révèle l'ampleur du malaise.

Progressivement préparée suite au refus des alliés de mettre en place une forme de triumvirat à la tête de l'Alliance atlantique, la décision prise par De Gaulle de retirer les armées françaises des structures militaires intégrées de l'OTAN constitue effectivement une rupture (voir le grand déménagement des organes politiques et militaires de l'OTAN). Cette décision a un coût politique : la France sort du circuit décisionnel interne et l'usage de la langue française au sein de l'OTAN régresse sensiblement. On peut aussi considérer que le 7 mars 1966 marque l'échec du projet d'« Europe à la française » (échec du Plan Fouchet et perte de substance du Traité de l'Élysée).

Dans les années qui suivirent, les autorités françaises n'eurent de cesse de réduire la fracture entre la France et l'OTAN : accords militaires, dispositions d'ordre logistique et montée en puissance du corps de bataille en Centre-Europe. La France ne peut s'abstraire de la Guerre froide. Au sortir de l'affrontement Est-Ouest, de nouveaux défis conduisent les autorités françaises à renforcer les synergies avec l'OTAN (retour dans le Comité Militaire en 1995) puis à s'inscrire dans le processus de « Transformation » (participation à la *Nato Response Force*). Les états-majors de réaction rapide Air-

Terre-Mer sont certifiés par l'OTAN et des personnels militaires sont insérés dans les grands commandements atlantiques.

Il semble donc que la messe est dite. L'enjeu n'est pas tant d'ordre militaire que politico-psychologique. Il s'agit de réduire les dissonances cognitives entre le discours et les réalités géostratégiques et, pour ce faire, de rompre avec des représentations mentales imprégnées de gaullomaurrassisme, de « titisme » et de tiers-mondisme.

## Prolégomènes à une rénovation de l'OTAN

Prendre acte de ce qui est et s'efforcer à la lucidité n'interdit pas de s'interroger sur les formes que la rénovation de l'OTAN et de l'alliance entre les deux rives de l'Atlantique Nord peut prendre. Vu d'Europe, le schéma idéal serait celui d'une alliance bilatérale entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique (l'Union occidentale d'Edouard Balladur). Cette vision est une idée régulatrice qui s'inscrit dans la longue durée. Pour autant et si l'on préfère ordinairement citer Hayek ou Mises, il nous faut rappeler, avec Keynes qu'« à long terme, nous sommes tous morts ». C'est ici et maintenant (« hic et nunc ») que les Européens doivent faire face à l'instabilité des Balkans, aux « conflits gelés » des pourtours et confins de l'Union, aux turbulences de l'aire géopolitique méditerranéenne et de ses prolongements moyen-orientaux. Enfin, la Russie et ses ambitions dans l'« étranger proche », c'est-à-dire le voisinage de l'Europe, demeurent un embarras géopolitique.

Or et en l'état actuel des choses, l'Union européenne n'est pas un acteur global des relations internationales (un « *Commonwill* »); elle a plutôt pris la forme d'un « *Commonwealth* » paneuropéen au sein duquel la plupart des Etats membres pensent et organisent leur sécurité dans le cadre de l'OTAN. Les Etats membres de l'UE n'appartenant pas à l'OTAN demeurent attachés à leur statut de « non allié ». Dans le cas d'un élargissement à la Turquie, cet ensemble deviendrait même un « *Commonwealth* » eurasiatique encore plus hétérogène, guère à même de susciter le fort sentiment d'appartenance qui conditionne la mise en œuvre d'une « grande politique ». Dès lors que le plus grand nombre des Etats européens ne conçoivent pas leur défense hors du cadre atlantique, il nous appartient d'être particulièrement attentifs aux développements de la « grande stratégie » américaine.

Il semble que les Etats-Unis en tant que puissance approchent des limites de leur potentiel. Aussi les dirigeants américains entendent-ils jouer des atouts de leur pays pour « mettre en forme » le monde et utiliser au mieux la fenêtre d'opportunité (de quelques années) pour se mouvoir, anticiper les risques et menaces du futur et poser des règles. L'enjeu est notamment d'ouvrir le Moyen-Orient « post-ottoman » à la modernité et de réorganiser le monde sous le drapeau du droit et du libre-échange, pour dissuader la Chine de s'engager à moyen terme dans une politique de puissance préjudiciable aux équilibres mondiaux.

C'est là une « grande stratégie » audacieuse et risquée, déterminante pour l'avenir mondial et plus encore pour celui des alliés européens. Un éventuel échec et l'affaiblissement de la puissance politique et militaire des Etats-Unis ne seraient pas sans conséquences graves sur leur destinée. Aussi cette « grande stratégie » américaine suscite-t-elle nombre de questions en Europe :

- Quelle place et quel rôle pour les alliés européens dans la grande stratégie américaine ? L'Europe doit-elle être considérée comme une simple « arrière-cour » (« *backyard* ») et l'OTAN comme une « boîte à outils » (« *tool-box* ») ?
- Dans quelle mesure les Européens sont-ils à même de prendre leur part du fardeau et de participer à la définition des objectifs politiques de l'Alliance ? Les dirigeants américains sont-ils prêts à envisager une redistribution du pouvoir et des responsabilités (l'un ne va pas sans l'autre) au sein de l'aire euro-atlantique ?
- Quelle place les dirigeants américains accordent-ils aux alliances dans leur « grande stratégie » ? S'orientent-ils vers une politique d'équilibre « à la britannique », comme au

temps du « splendide isolement », ou vers le renforcement d'alliances instituées, « à la Bismarck » ?

- Les Etats-Unis (leurs élites et l'opinion publique) conservent-ils la volonté et la capacité de porter des intérêts globaux, au-delà de leurs stricts intérêts nationaux ? Demeureront-ils un « stabilisateur hégémonique » à même de produire des biens publics internationaux et de respecter les règles de bienséance qui conviennent entre alliés (multilatéralisme atlantique et sens des responsabilités) ? Sur la durée, seule la responsabilité confère légitimité, influence et puissance.

## L'Occident comme ultime recours

Une « grande stratégie » consiste à porter et mettre en oeuvre une politique et il n'y a pas de grande politique créatrice, inscrite dans la durée, qui ne se réfère à des fondements métapolitiques. Dès lors, quels doivent être les fondements métapolitiques d'une OTAN rénovée ?

De part et d'autre de l'Atlantique-Nord, on en appelle aux « valeurs », trop souvent déclinées sur un mode universaliste : la démocratie, les droits de l'Homme, l'économie de marché. Les Européens y rajoutent la solidarité, la social-démocratie y tenant lieu, pour nombre d'entre eux, de théodicée. Selon l'expression de Pierre Manent, Américains et Européens semblent « occupés à construire deux tours de Babel jumelles » et veulent « voir l'autre comme le même ». Tout ceci est bel et bon mais ne saurait suffire à fonder une communauté de sécurité transatlantique (car l'Alliance est plus qu'une alliance), et ce alors même que des puissances émergentes s'approprient désormais la modernité technique, économique et institutionnelle à laquelle nous voudrions réduire nos identités.

Il nous faut donc nous reporter aux héritages historiques et culturels qui nous fondent en propre et, plus encore, aux sources philosophiques, théologiques et métaphysiques qui sont à l'origine du « génie de l'Occident ». Ainsi entendu, l'Occident ne désigne pas une étendue géographique strictement définie et délimitée (même s'il a une dimension spatiale). L'Occident désigne une certaine représentation de soi, fondée sur un projet de conquête, de reconquête ou encore de défense. Cette représentation n'induit pas une forme d'organisation politique et militaire monolithique mais elle peut-être source d'inspiration et elle « oblige » (au sens de « noblesse oblige ») à renouer avec l'audace, l'énergie créatrice et l'élan vital qui, sur la longue durée, caractérisent notre histoire et notre civilisation. Cette « grande idée » est le fondement métapolitique des solidarités transatlantiques qui relient les Occidentaux de l'Ancien Monde et ceux du Nouveau Monde.

## Pour conclure ...

Il nous faut insister sur l'ampleur des défis qui nous sont jetés. Ces défis dépassent largement ce qu'une analyse rationnelle et positive des risques et des menaces peut mettre en évidence. Dans l'ère post-occidentale dans laquelle nous entrons, des Etats-Civilisations libèrent de formidables énergies et la précipitation des enjeux, multiformes, laisse à craindre que nous ne soyons confrontés à des chocs de titans et à de grandes épreuves.

De nouvelles catastrophes historiques ne peuvent être exclues et l'humanité semble guettée par l'ensauvagement. Selon Peter Sloterdijk, l'Occident, cible de toutes les colères, est en proie à une géopolitique de la haine et du ressentiment : « Hier, l'homme occidental était l'émetteur absolu, qui envoyait ses messages aux autres. Désormais, il est devenu destinataire : il a reçu une lettre ouverte qui lui déclare la guerre. « Occident », aujourd'hui, c'est l'adresse d'une déclaration de guerre ». Pour prévenir et anticiper de prochaines passions tragiques et la violence fondamentale qui monte, René Girard en appelle à la « raison apocalyptique ».

Nous terminerons sur cette énigmatique citation de Hegel : « L’oiseau de Minerve s’envole à la tombée de la nuit ». L’Occident et le soleil couchant ne sont pas sans évoquer des images de déclin et cette citation est le plus souvent évoquée comme suit : l’oiseau de Minerve, c’est-à-dire la sagesse, arrive après coup. Pourtant, Krzysztof Pomian suggère une autre interprétation possible : « Si l’oiseau de Minerve s’envole à la tombée de la nuit, c’est parce qu’il voit poindre l’aube ».

La sagesse peut donc anticiper ce qui surviendra.

Programme d'étude

## ENJEUX GÉOPOLITIQUES

Série RELATIONS TRANSATLANTIQUES

Retrouvez tout l'actualité de l'Institut Thomas More sur [www.institut-thomas-more.org](http://www.institut-thomas-more.org)

### 2009-2012 : vers une nouvelle politique étrangère américaine ? Ce qui va changer pour l'Europe

Rencontre de l'Institut Thomas More France, 18 mars 2008, Paris. Intervenants : Leo G. MICHEL, Louis GISCARD d'ESTAING, Jean-Sylvestre MONGRENIER.

### France - Etats-Unis : comment interpréter le nouvel atlantisme de la France ?

Entretien de Jean-Sylvestre MONGRENIER (France Culture, émission « Enjeux internationaux », 7 novembre 2007).

### Rencontre étudiante franco-américaine 2007

Rencontre, 3-4 juillet 2007, Paris, avec des étudiants de la Xavier University (Ohio, Etats-Unis). Intervenants : Guillaume de THIEULLOY et Philippe MAZE-SENCIER.

### Rencontre étudiante franco-américaine 2006

Rencontre, 7 juillet 2006, Paris, avec des étudiants de la Xavier University (Ohio, Etats-Unis). Intervenants : Chantal DELSOL et Brice COUTURIER.

### OTAN : l'Alliance en quête d'avenir

Entretien de Jean-Sylvestre MONGRENIER (« Valeurs Actuelles », 26 mai 2006).

### France – Europe – Etats-Unis : Fondements connus et inconnus d'une mésaventure cordiale

Par Béla BORSI-KÁLMÁN (Tribune 4, février 2005, Fr/Eng, parue dans la « Revue des Deux Mondes »).

### Irak/OTAN/ONU : la politique étrangère des Etats-Unis à l'heure des choix

Rencontre, 12 octobre 2004, Paris. Intervenants : Nicole BACHARAN et Ken WEINSTEIN.

### Kerry-Bush : le "candidat du 10 septembre" face à "celui du 12 septembre"

Par Laurent MURAWIEC (Tribune 1, mai 2004, Fr).

### Deux Occidents pour un seul monde ? L'Europe, les Etats-Unis et le monde

Journée d'études, 14 mai 2004, Paris. Intervenants : Frédéric ENCEL, Stephen LAUNAY, Roberto de MATTEI, Laurent MURAWIEC, Pierre RIGOULOT, Pedro SCHWARTZ, François THUAL, Ilios YANNAKAKIS.

## DERNIÈRES PUBLICATIONS

disponibles sur notre site Internet ou sur demande à [publications@institut-thomas-more.org](mailto:publications@institut-thomas-more.org)

### La Russie dans le Caucase Sud après le sommet de Bucarest : une « chasse non gardée »

Laurent VINATIER  
Tribune 16 – Fr – Avril 2008  
Programme d'études **Enjeux géopolitiques** Série **L'Europe face au monde**

### Europe, Chine, Tibet : les enjeux géopolitiques

Jean-Sylvestre MONGRENIER  
Article – Fr – Avril 2008  
Programme d'études **Enjeux géopolitiques** Série **L'Europe face au monde**

### Crise financière : éviter à tous prix la crise systémique

Paul GOLDSCHMIDT  
Article – Fr – Avril 2008  
Programme d'études **Vivre l'Europe** Série **Enjeux économiques européens**

### La bataille de l'énergie : enjeux et défis politiques pour l'Europe

Jean-Pierre SCHAEKEN WILLEMAERS  
Tribune 15 – Fr – Avril 2008  
Programme d'études **Vivre l'Europe** Série **Politiques européennes**

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord FORMEL (par mail ou courrier) de l'Institut Thomas More et des auteurs, et faire apparaître LISIBLEMENT sa provenance. Pour toute information, suggestion ou tout envoi de textes, vous pouvez adresser un message à [info@institut-thomas-more.org](mailto:info@institut-thomas-more.org) ou téléphoner au + 33 (0)1 49 49 03 30.

Institut Thomas More ASBL © Mai 2008